

Indonésie: les défis du nouveau gouvernement

L'Indonésie est en train de prendre de l'importance au-delà de l'Asie du Sud-Est. La nation a connu une période de stabilité économique et politique sous le président sortant, mais de nombreuses réformes nécessaires attendent le prochain gouvernement. Les défis consisteront à gérer les relations avec les régions, améliorer la faiblesse structurelle de l'économie et définir le rôle de l'Indonésie sur la scène internationale.

Par Valerie Sticher

Le 9 juillet 2014, la nation avec la plus importante majorité musulmane au monde élira son nouveau président. Il s'agira d'un choix contrasté: les électeurs feront-ils confiance à Joko Widodo, un homme d'affaires converti à la politique, devenu célèbre grâce à son approche humble et pragmatique? Ou bien la majorité pense-t-elle toujours qu'uniquement un homme au passé militaire peut diriger cette nation diverse et votera pour Prabowo Subianto?

Quel que soit le candidat élu, il dirigera un pays qui possède de grandes opportunités: l'Indonésie, la plus grande économie d'Asie du Sud-Est, est le seul membre du G20 de la région et présente constamment des taux de croissance élevés. Avec une population de 253 millions d'habitants, la quatrième au niveau mondial, le pays possède une grande classe moyenne qui ne cesse d'augmenter et stimule le marché de la consommation. Située entre l'océan Indien et l'océan Pacifique, sur l'une des routes maritimes les plus fréquentées, l'Indonésie est un partenaire stratégique pour tout pays avec des ambitions géopolitiques dans la région. Depuis 2005, Jakarta a établi des partenariats stratégiques avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde et a approfondi sa collaboration avec l'Australie. Elle joue également un rôle décisif dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est



Un homme prépare des tapis pour les fidèles musulmans à l'extérieur d'une mosquée à Banda Aceh. Indonésie est le pays musulman le plus peuplé du monde. *Damir Sagolj / Reuters*

(ASEAN) et est membre du sommet de l'Asie orientale et du forum de Coopération économique Asie-Pacifique.

Pendant plus de trois décennies, l'Indonésie a été dirigée par la dictature militaire du général Soeharto et l'armée demeure un pilier important de l'actuelle démocratie en voie de consolidation. Mais malgré toutes

ses imperfections et les défis qui lui restent à relever, la transition dans l'ensemble réussie d'un régime autoritaire vers un système politique démocratique pourrait offrir des enseignements importants aux pays du monde arabe ainsi qu'à d'autres pays. Après l'effondrement économique du pays suite à la crise financière asiatique en 1997 et la chute de Soeharto un an plus tard, seuls les

Candidats à la présidence

Joko Widodo (Parti démocratique indonésien de la lutte, PDI-P) et Prabowo Subianto (Mouvement pour une grande Indonésie, Gerindra) seront les deux seuls opposants aux élections présidentielles en Indonésie, le 9 juillet 2014. Suite aux résultats aux élections législatives d'avril 2014, les deux candidats auront besoin de soutien à l'extérieur de leurs partis.

L'ascension de **Joko Widodo** sur la scène politique est difficile à surpasser: l'ancien homme d'affaires dans le domaine des meubles a été élu maire de Solo en 2005 et a rapidement gagné des compétences en matière de réforme en introduisant des systèmes de santé et d'éducation réussis pour les pauvres. Peu après son élection au poste de gouverneur de Jakarta en 2012, son nom comme potentiel président de l'Indonésie a commencé à circuler, mais il a uniquement annoncé sa candidature en mars 2014, après avoir obtenu la bénédiction formelle de l'influente présidente du PDI-P, Megawati Sukarnoputri (ancienne présidente et fille du vénéré Soekarno). Widodo, partout connu comme Jokowi, se présentera avec Jusuf Kalla, vice-président de 2004 à 2009 et ancien président du Golkar, l'ancien parti de Soeharto. Leur alliance pluraliste de quatre partis est dirigée par le parti nationaliste laïque PDI-P.

Prabowo Subianto était l'un des généraux les plus importants sous Soeharto et il a épousé l'une de ses filles. Il a été accusé de graves violations des droits de l'homme pendant la période qu'il a passée à l'armée. Prabowo s'est exilé après avoir été écarté de l'armée en 1998. Suite à son retour en Indonésie, il est entré dans la politique active et il est devenu président de l'association des fermiers indonésiens en 2004. En 2008 avec le soutien financier de son frère milliardaire il a établi son propre parti politique. Depuis il a adopté une rhétorique populiste et très nationaliste. Il a fait équipe avec Hatta Rajasa, qui a longtemps été ministre et qui a récemment été ministre coordinateur pour les affaires économiques. Leur coalition de six partis est composée de Gerindra, le propre parti de Prabowo, de quatre partis islamiques et du Golkar.

observateurs les plus optimistes s'attendaient à ce que le pays s'en sorte aussi bien sur une si courte période. D'importantes réformes seront nécessaires afin que l'Indonésie poursuive sa trajectoire économique et politique.

Le bilan mitigé du président

L'espoir de ceux qui aspiraient aux réformes était élevé lorsque Susilo Bambang Yudhoyono avait été élu président en 2004 puis réélu en 2009. Le général de l'armée à la retraite a été capable de mobiliser les masses, en remportant un mandat populaire avec plus de 60 pour cent des voix lors des deux élections. Mais en regardant en arrière, de nombreux anciens partisans sont déçus. Ils voient un président indécis qui n'a pas défendu ses principes. Très orienté sur le compromis, et peu soutenu par une coalition souvent divisée en six partis, il n'a réussi à mettre en œuvre aucune réforme politique ou économique majeure. A titre d'exemple, malgré une période de croissance économique et de stabilité, il a été incapable d'opérer une réduction drastique des subventions pour les carburants, une étape considérée comme cruciale afin que l'Indonésie atteigne la viabilité budgétaire. Les dépenses effectuées pour maintenir des prix de l'essence artificiellement bas continuent de peser considérablement sur le budget de l'Etat: en 2014, l'argent destiné à subventionner les carburants représente les budgets des ministères de la Défense, de la Santé et de l'Éducation et Culture réunis.

L'une des promesses principales de Yudhoyono lors des élections était de combattre la corruption, et nombreux sont ceux qui sont déçus des progrès réalisés dans ce domaine. La corruption demeure endémique et le gouvernement de Yudhoyono et son parti démocratique (PD) ont tous deux été entachés par des scandales. La commission d'éradication de la corruption mise en place en tant qu'agence gouvernementale en 2002 se trouve confrontée à une tâche sisyphéenne. Mais ses résultats sont impressionnants au vu des obstacles auxquels elle a dû faire face. La commission a réussi à écarter plusieurs agents de l'Etat de haut niveau ainsi que des hommes politiques, et les cas à l'encontre du président de la Cour constitutionnelle et du ministère des Affaires religieuses sont la preuve de sa détermination à combattre la corruption au plus haut niveau. Il y a eu un changement d'attitude clair: il n'est plus possible d'être arrêté pour une affaire de corruption et de s'en sortir.

En revanche, les résultats du président dans le domaine des affaires religieuses sont plutôt moroses. La plupart des Indonésiens sont tolérants et pratiquent leur religion de manière modérée, mais les cas d'intolérance religieuse et de violence sectaire ont augmenté ces dernières années, avec un impact négatif sur le tissu de cette société multiculturelle. La violence n'est pas uniquement dirigée envers (et par) les non-

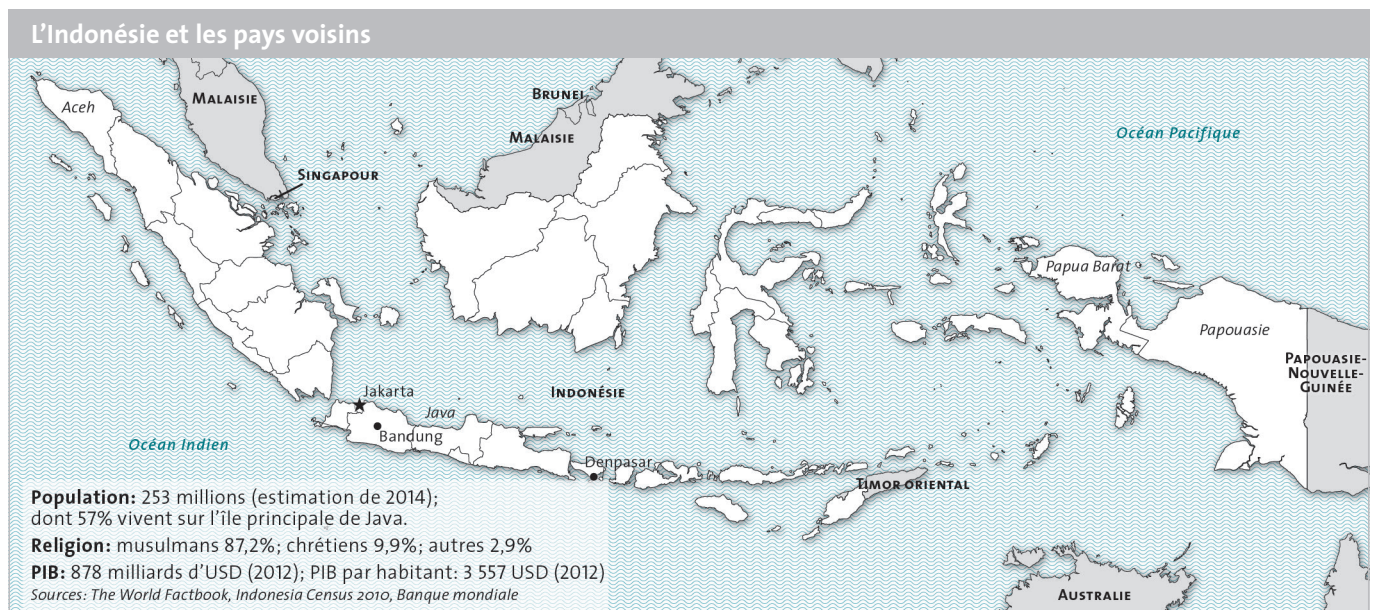
musulmans, mais de plus en plus envers les musulmans non-sunnites. Le président a fait peu de chose pour condamner les attaques qui ont eu lieu et il a loupé le coche de réaliser le consensus sur l'importance d'une coexistence pacifique des religions. Il n'a pas réagi lorsque certaines régions du pays ont introduit des règles locales qui violent la garantie constitutionnelle de la liberté religieuse, comme celles qui ont effectivement interdit la secte musulmane Ahmadiyah. Yudhoyono a également nommé un ministre des Affaires religieuses qui a parfois mis de l'huile sur le feu au lieu de l'éteindre, en faisant entre autres des déclarations controversées à l'intention des minorités religieuses.

A Aceh, le tsunami dévastateur de 2004 et la présence d'une communauté internationale qui s'ensuivit a créé l'opportunité pour un accord de paix en 2005, qui a mis fin à l'un des plus longs conflits en Asie. Aceh est la seule province où les partis locaux peuvent se présenter pour des sièges aux élections législatives au niveau de la province et au niveau du district et le pouvoir régional est fermement entre les mains des anciens membres du mouvement rebelle (GAM). Yudhoyono souhaitait finir ses deux mandats avec la résolution de l'autre principal conflit séparatiste d'Indonésie, en Papouasie. Mais malgré le fait que le soutien pour le dialogue entre la Papouasie et Jakarta ait gagné un certain élan des deux côtés, Yudhoyono était trop timidement pour faire avancer le processus de manière décisive. La situation en Papouasie et la

Les résultats du président Yudhoyono dans le domaine des affaires religieuses sont moroses.

réticence à engager un réel dialogue avec la population papoue illustre le poids de la vieille élite, en particulier de celle provenant des cercles militaires. Malgré le fait que l'armée ait perdu son rôle officiel dans le domaine politique et que son double rôle dans les affaires civiles et militaires ait été aboli, son influence demeure forte et il existe un manque de surveillance civile.

Malgré le bilan mitigé de Yudhoyono, l'Indonésie a profité d'une longue période de stabilité politique et économique sous le premier président indonésien qui a servi deux mandats entiers, suite à des élections libres et équitables. Beaucoup des défis restants sont ancrés dans la transition politique incomplète de l'Indonésie.



Gérer les relations avec les régions

En 1999, peu après la chute de l'homme fort Soeharto, l'Indonésie s'est engagée dans un ambitieux programme de décentralisation, transformant un pays très centralisé en un pays avec d'importantes compétences dévolues aux régions. La tendance à la décentralisation continue depuis. En anticipant la demande de plus d'autonomie de la part des régions, la décentralisation a été un facteur majeur pour garantir que les peurs quant à la balkanisation de l'archipel suite à la démocratisation ne se matérialiseraient pas. Cependant, la dévolution massive de l'autorité politique ainsi que la prise de décision sans une bonne préparation et un cadre légal clair et cohérent ont également entraîné divers problèmes, et une réelle confusion eu égard à où se trouvait le pouvoir. Parmi les conséquences, on peut citer le manque de capacité de la plupart des régions à gérer les nouvelles compétences, une «décentralisation de la corruption» liée à la nouvelle allocation des ressources et des règlements provinciaux qui ont dans l'ensemble échappé à un examen quant à leur compatibilité au niveau national. Au niveau environnemental, l'autonomie régionale dans le domaine forestier et minier a contribué à la déforestation et à l'épuisement des ressources naturelles.

L'un des défis majeur du nouveau gouvernement consistera à superviser et à gérer activement les relations avec les régions. Cela requiert une clarification des compétences institutionnelles, une cohérence du cadre légal et un leadership fort et compé-

tent, non seulement au niveau de la présidence mais également pour les postes clés tels que le ministère de l'Intérieur. Des efforts en vue de construire l'autorité judiciaire seront également nécessaires. En particulier la Cour constitutionnelle doit être renforcée et regagner la confiance publique afin d'assurer que ses décisions soient appliquées dans les régions.

Le dividende démographique

Avec des taux de fertilité en diminution constante, l'Indonésie a pu tirer parti des bénéfices du dividende démographique (augmentation de la force de travail productive par rapport aux personnes à charge) sur une longue période. Mais on s'attend à ce que cela change dans les cinq à dix années à venir lorsque le taux de personnes à charge augmentera de nouveau quand la population vieillira. Face à cette opportunité qui disparaît, le gouvernement doit améliorer les faiblesses structurelles. Le fait d'assurer que les profits économiques aient des retombées pour les plus pauvres reste un défi majeur. Environ la moitié de tous les ménages demeurent aux alentours du seuil de pauvreté national et l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse de se creuser. Cela menace d'affecter la cohésion sociale. Des politiques visant à redistribuer les richesses, incluant une réforme du système fiscal et une politique de santé abordable pour les pauvres, seront nécessaires pour atténuer les effets des inégalités économiques. Mais cela ne suffira pas. Avec près de deux millions de jeunes Indonésiens qui entreront annuellement sur le marché du

travail ces dix prochaines années, la croissance économique doit créer plus d'emplois. La majorité de la main d'œuvre travaille actuellement dans le secteur informel. Des mesures sont donc nécessaires pour créer des emplois dans le secteur formel, qui fournissent une sécurité aux employés et des avantages supplémentaires, telle que la couverture des soins de santé.

L'Indonésie est extrêmement riche en ressources naturelles, mais la plupart de ses exportations sont au bas de la chaîne de valeur. Le nouveau gouvernement doit trouver des moyens d'accroître cette chaîne de valeur, sans recourir aux mesures protectionnistes ad hoc que l'actuel gouvernement a récemment introduites. Une main d'œuvre qualifiée est la clé pour réaliser cela, et des réformes et des investissements à long terme dans le secteur de l'éducation du pays seront nécessaires pour y parvenir. A moyen terme, de lourds investissements dans l'infrastructure (principalement l'électricité, les routes et les ports) ainsi qu'une restructuration de la bureaucratie au moyen de compétences claires sont nécessaires pour stimuler l'investissement national et étranger. Des structures démocratiques plus sveltes et transparentes avec des salaires adéquats pour les équipes réduiront les opportunités et les incitations à la corruption, qui est un obstacle majeur supplémentaire à l'investissement.

Puissance régionale émergente

Les deux candidats de l'élection présidentielle à venir rivaliseront surtout sur des

Les relations bilatérales entre la Suisse et l'Indonésie

Le potentiel économique de l'Indonésie en fait un partenaire commercial et une destination d'investissements intéressants. Le commerce annuel entre l'Indonésie et la Suisse s'élève actuellement à 698 millions de CHF, soit une **augmentation de 65%** depuis 2000. L'Indonésie est la quatrième plus grande destination pour les investissements suisses en Asie. Plus de 70 entreprises suisses sont actives en Asie, créant selon les estimations **43 000 emplois**. La classe moyenne en augmentation dans le pays et les investissements attendus dans des projets d'infrastructure créent des opportunités pour le développement des activités des entreprises suisses. L'Indonésie est un pays prioritaire pour la coopération économique au développement du Secrétariat d'Etat à l'économie et des négociations pour un **accord de libre-échange** sont en cours, sous les auspices de l'Association européenne de libre-échange.

La coopération en matière de développement et l'aide humanitaire sont principalement axées sur la gestion des catastrophes naturelles, surtout suite au tsunami dévastateur de 2004. En plus des 12,5 millions de CHF acheminés par la Direction du développement et de la coopération, des dons privés du public suisse se sont élevés à **presque 76 millions de CHF**.

L'ambassade suisse à Jakarta et le Département indonésien de la justice et des droits de l'homme ont un **dialogue local concernant les droits de l'homme** depuis 2005.

capacité de l'ASEAN à promouvoir la paix et la sécurité de la région. Mais le défi principal vient de l'extérieur: les importantes revendications de la Chine en mer de Chine méridionale sont l'objet d'un conflit entre plusieurs pays de l'ASEAN (l'Indonésie s'est récemment ajoutée à la liste). Ces Etats membres souhaiteraient utiliser l'influence diplomatique de l'ASEAN pour accroître leur influence sur la Chine. Il y a d'autres membres comme le Cambodge, le Myanmar et le Laos qui sont plus proches de la Chine et plus dépendants de bonnes relations avec le géant du nord. Ces différences internes divisent le groupe et empêchent de parler d'une seule et même (douce) voix. La tradition de non-alignement de l'Indonésie et sa sensibilité à la souveraineté nationale la mettraient à une bonne place pour gérer ces défis et éviter que la dimension politique de l'ASEAN ne tombe totalement dans l'oubli. Cependant, pour jouer ce rôle, Jakarta devra développer une vision claire et cohérente de la politique étrangère et décider si elle veut être vue en premier lieu comme un poids lourd de l'ASEAN ou bien une forte puissance moyenne dans son bon droit.

L'Indonésie demeure un pays centré sur lui-même, parfois ambivalent en ce qui concerne ses ambitions nationales. Or, le poids économique du pays augmentant, une expansion de son profil international, pour devenir un acteur régional, aura probablement lieu par la suite. Le prochain gouvernement devra mettre en place la capacité institutionnelle pour s'adapter à de tels changements et assurer que le développement économique aille de pair avec le développement humain.

Valerie Sticher travaille comme program officer pour le projet de support de médiation (Mediation Support Project, MSP) au Centre d'études de sécurité (CSS), ETH Zurich, chargée de la médiation, de la formation, du soutien de processus et des activités de recherche. Elle a travaillé en Asie du Sud-Est pendant plusieurs ans.

thèmes de politique intérieure, et ce pour de bonnes raisons: la majorité des Indonésiens ne s'intéresse guère à la politique étrangère de leur pays. Des problèmes tels que le traitement des travailleurs immigrés à l'étranger suscitent beaucoup plus d'intérêt que le rôle de l'Indonésie dans des affaires régionales et internationales. Cela n'atténue naturellement en rien le fait que Jakarta doive se positionner activement sur la scène internationale. L'Australie, qui a souvent eu une relation ambiguë avec son plus grand voisin, a reconnu l'Indonésie comme étant son plus grand partenaire régional. Les deux pays se sont mis d'accord en 2012 pour renforcer leur coopération afin de combattre l'immigration illégale. La position stratégique de l'Indonésie entre la Chine et l'Inde en fait un allié potentiel intéressant pour les deux pays les plus importants d'Asie, et les Etats-Unis avec son fameux « pivot vers l'Asie » lui prêtent de plus en plus d'attention. En tant que plus grande démocratie à majorité musulmane, l'Indonésie est également perçue comme une voix modérée dans les relations entre le monde occidental et le monde musulman, même si elle semble souvent ne pas être intéressée par le fait de s'engager dans cette position d'influence.

A la différence de plusieurs pays dans la région, Jakarta refuse de prendre parti et

adhère à sa tradition de non-alignement et sa vague devise d'une politique étrangère « indépendante et active ». Elle établit des liens économiques plus étroits avec certaines puissances régionales et internationales et, ces dernières années, elle a mis en place des coopérations stratégiques avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, notamment dans le domaine de la sécurité maritime où l'Indonésie souhaiterait développer sa puissance. Mais pour devenir un partenaire clé en matière de sécurité, l'Indonésie devra professionnaliser son armée qui a été, comme on le sait, sous-financée et préoccupée par des questions intérieures. En l'état actuel, le plus grand état archipel ne dispose pas des capacités maritimes nécessaires à une défense adéquate du littoral, laissée seule à jouer un rôle crucial dans la gestion de la sécurité de la région.

Alors que ses relations avec ses voisins immédiats sont actuellement tendues, l'Indonésie assume une position importante au sein de l'ASEAN. L'ASEAN a obtenu une réussite discrète en libéralisant le commerce intra-régional et en se dirigeant vers une communauté économique et Jakarta a apprécié le rôle d'intermédiaire au sein de l'association qu'elle s'est elle-même attribué. Des tensions entre certains membres et des problèmes internes, surtout en Thaïlande, continuent de mettre à l'épreuve la

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétences en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Consultra; Relecture: Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La Chine dans l'océan Indien No 156
La renaissance militaire du Japon No 155
La Bundeswehr 2014 – entre Kaboul et la Crimée No 154
L'Arabie saoudite à l'épreuve No 153
La réforme militaire russe: progrès et difficultés No 152
Double usage: la question de l'enrichissement de l'uranium No 151